



# André François-Poncet, des réseaux intellectuels à l'expérience du journalisme économique au service des entrepreneurs.

Françoise Berger

## ► To cite this version:

Françoise Berger. André François-Poncet, des réseaux intellectuels à l'expérience du journalisme économique au service des entrepreneurs.. O. Dard et G. Richard (dir.). 2005, Presses de l'Université de Metz, p.75-92, 2005. <halshs-00147420>

**HAL Id: halshs-00147420**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00147420>**

Submitted on 17 May 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## ANDRÉ FRANÇOIS-PONCET, DES RÉSEAUX INTELLECTUELS À L'EXPÉRIENCE DU JOURNALISME ÉCONOMIQUE AU SERVICE DES ENTREPRENEURS.

Françoise Berger  
(IEP de Grenoble)

---

in O. Dard et G. Richard (dir.), *Les permanents patronaux: éléments pour une histoire de l'organisation patronale en France dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Actes du colloque de Rennes (11-12 mars 2004), Presses de l'Université de Metz, 2005, p.75-92.

André François-Poncet a laissé l'image d'un grand ambassadeur, un homme au cœur des réseaux franco-allemands et européens. Et l'œuvre majeure de ce personnage se situe en effet dans ces domaines d'action. Mais seuls quelques spécialistes savent aussi que ce Normalien agrégé d'allemand fit d'abord un parcours de journaliste économique avant de rejoindre les sphères de la haute diplomatie.

Au cours de mes précédentes recherches<sup>1</sup>, j'avais très souvent croisé ce personnage omniprésent dans les relations franco-allemandes de 1931 à 1957, période que j'ai étudié en détail en ce qui concerne les relations économiques des deux pays, particulièrement dans le secteur sidérurgique. Il y occupait un rôle important, ambassadeur à Berlin jusqu'en 1938, puis conseiller du général Kœnig lors de l'Occupation française, ensuite haut-commissaire français, enfin à nouveau, ambassadeur à partir des accords du Petersberg de 1955. Jusqu'ici, rien qui ne sorte de l'ordinaire d'un diplomate. Pourtant, j'avais noté que dans les rapports très détaillés qu'il envoyait régulièrement au Quai d'Orsay, les préoccupations économiques étaient largement mises en avant, fait déjà plus singulier, particulièrement pour l'Entre-deux-guerres. Puis je découvris qu'on le disait lié au Comité des Forges. Mon intérêt pour le personnage s'en trouva dès lors aiguisé. D'où l'envie d'approfondir, d'une part, mes recherches sur les réseaux économiques européens, ce que j'ai commencé à faire pour l'Entre-deux-guerres<sup>2</sup>, et d'étudier en détail le parcours personnel de cet homme qui sort un peu de l'ordinaire<sup>3</sup>. Je souhaite présenter ici son parcours dans les années vingt. Je m'appuie sur les fonds privés déposés aux archives nationales et sur divers travaux et publications.

La question qui a guidé ma recherche fut la suivante : comment un Normalien germaniste, qui commence très naturellement une carrière de professeur dans le secondaire puis à l'École polytechnique et, parallèlement, publie ses premières œuvres de critique littéraire, se trouve-t-il, quelques années plus tard, conduit à créer le *Bulletin quotidien*, premier quotidien d'information économique destiné au patronat français et financé, au moins dans ses débuts, par le Comité des Forges ? La première clé de réponse est bien sûr celle des réseaux, ceux que l'on constitue lors de sa formation universitaire et de sa première expérience professionnelle. L'autre clé est celle de la Première Guerre mondiale qui est, pour François-Poncet comme pour tous ses contemporains, une expérience majeure et douloureuse. Celle-ci le fait entrer, aidé par les hasards d'une existence bouleversée, dans de nouveaux réseaux de relations personnelles qui vont influencer durablement son existence. Je vous propose donc de suivre brièvement le parcours de ce jeune et brillant intellectuel, vivant dans le monde « idéal » de la Belle Époque, qui, à la suite de son expérience bouleversante de la guerre va trouver une voie nouvelle d'engagement.

---

<sup>1</sup> *Les relations économiques de la France avec la République fédérale d'Allemagne (mai 1949-mai 1955)*, mémoire de maîtrise (dir. R. Girault, 1991 et *La France, l'Allemagne et l'acier (1932-1952). De la stratégie des cartels à l'élaboration de la CECA*, thèse de doctorat (dir. R. Girault, R. Frank, Univ. de Paris I), 2000.

<sup>2</sup> « Les réseaux de l'industrie sidérurgique pendant les années trente. Deux exemples croisés. », in M. Dumoulin (dir.), *Le rôle des réseaux économiques dans le cadre de la construction européenne*, Actes du colloque de Bruxelles (oct. 2002), 2004.

<sup>3</sup> Une biographie d'André François-Poncet est en cours de rédaction.

## LA FIN D'UN MONDE « IDÉAL »

L'influence familiale et la première formation intellectuelle d'André François-Poncet est déjà une expérience marquante qui détermine en grande partie ses choix ultérieurs. Il naît en 1887, dans une famille bourgeoise républicaine (et dreyfusarde), son père est un magistrat (juge à la Cour d'appel de Paris). Par la décision de son père, il découvre très tôt l'Allemagne et c'est le principal déterminant de sa vie. Ce jeune homme est en effet envoyé pour étudier outre-Rhin. Elève excellent et très précoce, il n'a que 14 ans au moment de s'inscrire en classe de préparation au baccalauréat et il n'obtient pas la dispense d'âge nécessaire. Son père lui impose donc, en attendant, ce séjour en Allemagne pour qu'il se perfectionne dans la langue, mais aussi dans la connaissance de ce pays dont la puissance montante impressionne beaucoup les élites françaises qui n'ont pas oublié la défaite de 1870. Son père veut comprendre cette puissance allemande, c'est son fils qui en est chargé. Et cette mission va, en quelque sorte, l'accompagner toute sa vie.

Il passe d'abord l'année scolaire 1901-1902 au lycée d'Offenbourg (pays de Bade). Au cours de l'été 1903, il voyage seul à travers l'Allemagne et il rédige de très nombreuses notes de voyage, un peu à la mode des voyages de formation de la fin du XIXe s. Il a alors 15 ans ; il va d'hôtel en hôtel, reste peu dans chaque ville (une visite rapide, en général un jour). Pour chacune, il écrit environ deux pages de commentaires, avec une touche d'ironie et un style surprenant pour cet âge<sup>4</sup>.

A son retour à Paris, il prépare le baccalauréat et il est lauréat du concours général d'allemand et de version latine. C'est à l'École Normale Supérieure, où il passe brillamment l'agrégation d'allemand (1<sup>er</sup>), qu'il fait ses premières rencontres marquantes et crée un réseau d'amitié qu'il entretiendra fidèlement toute sa vie. C'est le deuxième déterminant de son parcours de jeunesse. Là se mettent en place les premiers nœuds d'un réseau intellectuel qui comprend de nombreux amis, mais tout particulièrement Jules Romain, son camarade de chambre à l'ENS, avec lequel son amitié sera profonde et durable<sup>5</sup>. Il y fait aussi la connaissance d'hommes qu'il retrouvera dans sa carrière politique et diplomatique ultérieure, tels Léon Blum ou Yvon Delbos, tout comme René Massigli (même promotion 1907) qui va jouer, involontairement, le rôle majeur dans sa rencontre avec les milieux d'affaires dans lesquels il débutera une seconde vie professionnelle.

En attendant, il a déjà fait une rencontre avec le milieu de la presse par la critique littéraire. Sa première expérience professionnelle est en effet classique pour un Normalien : enseignement et écriture littéraire. Il est nommé professeur à Montpellier (année scolaire 1910-1911). C'est là qu'il publie des articles de critique littéraire dans des journaux locaux. Puis il devient pensionnaire de la Fondation Thiers (en 1911-1912) et suit des cours dans les universités de Munich et de Berlin. L'année suivante il est chargé de cours à l'École polytechnique (en 1913-1914 et à nouveau en 1919-1920)<sup>6</sup>. Entre-temps, il a préparé et soutenu une thèse sur *Les affinités électives de Goethe*. Mais son expérience s'étend à d'autres champs. Il s'intéresse à la politique et il a, dans ce cadre, une première expérience de « journaliste » dans la presse politique. En 1911, alors qu'il est en poste à Montpellier, il collabore ponctuellement à l'*Opinion*, journal qui a alors une large audience.

Excellent connaisseur de la société allemande, en 1913 il a publié *Ce que pense la jeunesse allemande*, ouvrage qui eut un grand retentissement, dans lequel il dénonçait le danger de guerre imminente et faisait appel à l'union des Français pour en supporter l'épreuve. Cependant, au moment de l'entrée en guerre - qu'il prévoit -, alors qu'il enseignait l'allemand

<sup>4</sup> AN/ 462 AP/ 1.

<sup>5</sup> A l'ENS, le binôme a acquis une certaine réputation : celle de faire les 400 coups dans les lieux. Ils avaient par exemple « repeint » leur chambre, devenue la « turne à la fresque », longtemps visitée... (Entretien avec Jean François-Poncet, 20 février 2002).

<sup>6</sup> AN/462 AP/ 1.

à l'École polytechnique, il est attelé depuis quelques temps à une étude du roman classique allemand. Il n'a donc pas encore renoncé à une carrière littéraire et universitaire.

La guerre lui apporte une double expérience : l'expérience des tranchées, des hommes et des blessures, puis celle du journalisme économique au service du Renseignement français. C'est d'abord un soldat courageux qui découvre la dure réalité des tranchées. Mobilisé en 1914 comme sous-lieutenant, il commande pendant deux ans une compagnie d'artillerie, au sein du 304<sup>e</sup> RI, qui participe aux combats des Hauts de Meuse, de Verdun et de la Woëvre<sup>7</sup>. Une lettre qu'il écrit en 1915 montre qu'il a, comme les autres, ressenti fortement le choc de la guerre : « *Depuis 9 mois je fais petitement mon métier de fantassin, qui est, vous avez pu le voir, le plus rude et le plus éprouvé de tous ; je vis dans les trous et dans les ruines, encavé, ou terré, barbu et sordide au milieu de gens sordides et harassés, pour qui j'ai fini par concevoir une vive sympathie et une grande estime.* »<sup>8</sup> Blessé assez sérieusement, il reçoit la Croix de guerre en mars 1916 pour faits d'armes<sup>9</sup> et rejoint son régiment après sa convalescence<sup>10</sup>. C'est là que se situe le premier tournant majeur de sa future carrière, fait du hasard de la vie et de l'existence d'un réseau d'amitié fort, une étrange expérience du journalisme de guerre.

En décembre 1916, René Massigli, son grand ami de l'ENS, lui propose un poste en Suisse : il a été chargé par Philippe Berthelot, le secrétaire-général du Quai d'Orsay, de mettre sur pied une agence télégraphique pour transmettre les informations et les correspondances au sujet de la presse allemande, une affaire montée par les Affaires Étrangères. Massigli accepte à la condition que Poncet soit de la partie, car il a le choix de ses collaborateurs. Il le presse d'accepter<sup>11</sup>. André François-Poncet est donc détaché au Ministère des Affaires Étrangères et rejoint Berne.

Le bureau de presse de l'ambassade de France à Berne<sup>12</sup> est dirigé par le professeur Émile Haguénin (professeur à l'ENS, germaniste), entouré de rédacteurs : René Massigli (normalien, ancien membre de l'école française de Rome, agrégé d'histoire, chargé de cours à l'Université de Lille), André François-Poncet, Oswald Hesnard (normalien, agrégé d'allemand, professeur au lycée Charlemagne) et Lazard (docteur en médecine, ancien traducteur d'allemand au Ministère du commerce)<sup>13</sup>. Son but est de mettre en place une action que pourraient mener en Suisse et à l'égard de la Suisse, les services français de presse et de propagande de l'ambassade. Il a une double mission, celle de transmettre à Paris (Maison de la presse du Quai d'Orsay) une analyse détaillée de la presse allemande et suisse et celle de recevoir de Paris les informations destinées à être transmises à la presse suisse de langue française et de langue allemande. Sa compétence s'étendait, entre autres affaires, à celle de blocus qui occupait très sérieusement les esprits en 1917<sup>14</sup>.

C'est là que François-Poncet apprend les méthodes qu'il développera pour le *Bulletin quotidien*, méthodes qui lui seront chères toute sa vie<sup>15</sup>. Tôt le matin, René Massigli et

<sup>7</sup> Collectif, *Dictionnaire des parlementaires français (1889-1940)*, t.V, PUF, 1968, p. 1735.

<sup>8</sup> AN/462 AP/ 3/ lettre d'André François-Poncet adressée à André Viénot en 1915, écrite dans les tranchées, elle exprime les vues d'André François-Poncet sur la guerre et sur l'avenir.

<sup>9</sup> Il va garder toute sa vie des attaches avec les anciens et sur ses vieux jours, il demande à sa fille de ne pas oublier qu'il a droit à une haie d'honneur des anciens de la Croix de guerre pour son enterrement. Cela semblait lui tenir beaucoup à cœur (entretien avec Geneviève François-Poncet, sa fille, 8 mars 2004).

<sup>10</sup> O. WORMSER, *Notice sur la vie et les travaux André François-Poncet (1887-1978)*, Publications de l'Institut de France, n° 20, 1979, p. 9.

<sup>11</sup> AN/ AP/ 462/ 4/ lettre du 30 décembre 1916.

<sup>12</sup> Officiellement créé par la circulaire du 20 avril 1917.

<sup>13</sup> Il semble qu'Henri Hoppenot, futur diplomate, ait également rejoint ce service en janvier 1917 ; cf. C. BARBIER, *Henri Hoppenot diplomate*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1999, p.9.

<sup>14</sup> O. WORMSER, *op. cit.*

<sup>15</sup> Pendant sa très longue carrière d'ambassadeur, il commence la journée par deux heures de lecture de la presse, puis il réunit ses collaborateurs qui en ont fait autant pour une conférence de presse matinale (entretien avec Louis François-Poncet, mars 2004).

François Poncet dépouillent rapidement les journaux d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de la Suisse allemande ; le bureau transmet en milieu de matinée à Genève, où il y a un autre bureau composé de deux autres rédacteurs chargés de la lecture de la presse romande, des analyses par téléphone, qui sont ensuite portées à Annemasse en voiture et de là, téléphonées à l'Information diplomatique à Paris. A Berne, on dépouille quotidiennement une trentaine de journaux allemands et une quinzaine de journaux autrichiens et suisses<sup>16</sup>. On analyse également des revues, brochures et livres divers : c'est le travail de l'après-midi<sup>17</sup>. Le Professeur Haguenin demande à Massigli et François-Poncet de préparer des fiches et des dossiers afin de constituer « *une sorte d'office de renseignements sur l'Allemagne et sur la Suisse* »<sup>18</sup>.

Cette activité se poursuit jusqu'au début de 1919. A la fin de la guerre, André François-Poncet reste donc un peu à Berne, puis probablement en Rhénanie, puis à Berlin où il peut étudier les changements sociaux et économiques qui se mettent en place en Allemagne<sup>19</sup>. Mais il a déjà choisi sa voie, un véritable bouleversement par rapport à la carrière toute tracée qui s'offrait à lui avant la guerre. Et ceci, grâce à un nouveau hasard de la vie mêlé à de « bons » réseaux de connaissances.

## L'ENGAGEMENT D'UN NOUVEAU RÉALISTE<sup>20</sup>

Ce hasard, c'est celui d'une rencontre décisive, celle de Robert Pinot, qui va entraîner François-Poncet dans une vie nouvelle, un nouveau milieu et un engagement intense. Robert Pinot, le délégué général du Comité des Forges, était venu en Suisse, fin 1917, afin d'y négocier, pour le compte du gouvernement français, un emprunt garanti par les industries françaises. Ils se rencontrent par hasard sur le quai de la gare de Berne. Les deux hommes ne se connaissaient pas personnellement, cependant leurs familles étaient liées, mais s'étaient perdus de vue : le grand-père d'André François-Poncet avait été l'ami intime du père de Robert Pinot (colonel Pinot). Le hasard réactive donc aussi certains réseaux familiaux.

On sait peu de choses sur cette rencontre, mais il semble que le charisme de Robert Pinot ait subjugué François-Poncet qui a ressenti « l'attrait qui émanait d'une personnalité aussi forte que celle de Robert Pinot. »<sup>21</sup> Elle fut déterminante pour la carrière de François-Poncet, car elle survenait à point dans son évolution intellectuelle, au moment où l'évidence des faits économiques changeait ses orientations profondes.

« Comme beaucoup d'hommes de ma génération et de ma formation, la guerre m'avait mis soudain en présence d'une foule de problèmes que je me reprochais de n'avoir pas étudiés plus tôt. J'avais vécu en intellectuel, tourné vers les lettres, vers les arts, vers l'histoire, et, dans la mesure où la politique m'intéressait, ignorant des réalités économiques qu'elle recouvre. Les questions économiques, je les avais jugées accessoires, ennuyeuses par définition, réservées à des spécialistes qui acceptaient de s'y enfermer ou à des professionnels qui accomplissaient dans la société des tâches qui me paraissaient secondaires. »<sup>22</sup>

C'est en effet un intellectuel, peu préoccupé des choses matérielles que la guerre a plongé dans le concret : se nourrir, s'habiller, se réchauffer et tout simplement survivre... Un premier électrochoc, pour lui. Et son expérience de Berne lui a fait découvrir l'influence que pouvaient avoir ces aspects concrets, économiques sur la face de la guerre, comme par

<sup>16</sup> MAE/ Papiers Massigli/ Bureau de presse français à Berne, 1916-1919, Introduction, cité par Colette BARBIER, *op. cit.*, p.9.

<sup>17</sup> AN/462 AP/ 3/ circulaire du 20 avril 1917, « Le bureau de presse français de Berne ».

<sup>18</sup> MAE/ Papiers Massigli/ *op. cit.*

<sup>19</sup> *Current biography*, 1949.

<sup>20</sup> J'emprunte cette terminologie à O. Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, 2003, p. 54.

<sup>21</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *Robert Pinot*, 1926, p. 268.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 266.

exemple le blocus et toutes ses conséquences. Il comprend brutalement que la guerre se gagne tout autant avec les matières premières qu'avec les armes. C'est pour lui une véritable « révélation », une « vision » de ce qu'il veut, de ce qu'il doit faire désormais. Il ne renie rien de ce à quoi il croyait auparavant, de son amour pour la littérature, mais tout ceci passe désormais au second plan. Le réalisme devient son objectif premier. Il estime que l'éducation des élites françaises est une grossière erreur et il souhaite supprimer le « divorce entre les intellectuels et les producteurs ».

« A supprimer ce divorce, je souhaitais passionnément, en ce qui me concernait, de contribuer. Toutes mes curiosités m'entraînaient vers ces domaines de l'industrie et du commerce que j'avais trop longtemps négligés ; et puisque la guerre m'avait plongé dans un bain de réalisme, je voulais n'en point sortir, demeurer près des choses réelles, persuadé qu'il n'y avait pas de meilleur moyen, à l'époque que nous traversons, d'employer mon activité d'une manière utile et intéressante. »<sup>23</sup>

Hasard et destin le conduisent donc à travailler d'abord directement pour le Comité des Forges, en rejoignant pour un temps la presse destinée au monde des affaires et en mettant ainsi l'économie au centre de sa vie. En 1919, il devient en effet pour quelque temps un « permanent patronal » puisqu'il rentre au service de presse du Comité, rue de Madrid. Il y reprend le service d'information interne mis en place depuis longtemps par Robert Pinot et particulièrement développé à partir de 1904 : on y dresse déjà des statistiques annuelles des productions de la métallurgie française. Il faut se replacer dans le contexte de ce début du siècle pour rappeler que c'est un fait hors du commun dans ces milieux industriels à cette époque. On y observe l'activité de l'étranger : métallurgie concurrente, bilans des principales sociétés, politique suivie par les syndicats, les associations, etc. A l'époque, le *Bulletin du Comité des forges* est un bimensuel, complété par des lettres mensuelles d'un correspondant à Londres, le tout envoyé sous forme de circulaires aux adhérents du Comité. Après la guerre, Pinot souhaite développer encore ce service car il estime que ce n'est plus suffisant.

« Après la guerre, ceux qui réfléchissent ont conscience que le monde est devenu plus petit, les parties en sont plus rapprochées qu'autrefois, de telle sorte que tout mouvement qui affecte l'une d'entre elles doit se répercuter sur chacune des autres ; et puis l'on pense qu'une aire de réadaptation va s'ouvrir ; les anciennes conditions économiques ont été bouleversées ; un nouvel équilibre va s'élaborer ; il y aura un peu partout des places à prendre, des positions à défendre ; il y aura compétition ; le succès appartiendra à ceux qui, prévenu à temps, sauront agir et se débrouiller à temps. »<sup>24</sup>

La sentence est vraie pour les milieux économiques, mais elle va aussi s'avérer payante pour François-Poncet : ses connaissances personnelles sont extrêmement étendues<sup>25</sup> et ses réseaux personnels vont s'étendre ce qui, en plus de ses grandes qualités personnelles, lui facilitera sans doute la très belle carrière qui suivra.

Robert Pinot veut donc une information plus précise et plus développée que celle que peuvent fournir les grands quotidiens sur l'activité des principaux pays. Et il souhaite délibérément la confier à des non-techniciens<sup>26</sup>. Il contacte François-Poncet quelques mois après la fin de la guerre et lui propose de prendre sous son entière responsabilité et avec une totale marge de manœuvre la réorganisation du service d'information du Comité des Forges. Celui-ci prend alors contact avec deux de ses anciens camarades normaliens, Émile Mireaux et Jacques Bardoux, pour l'aider dans la mise en œuvre de ce projet. Un *Bulletin quotidien* photocopié, à seule destination des membres du Comité, commence sa parution à partir d'avril 1919. A côté de la traditionnelle information sur le secteur métallurgique auxquels ils étaient habitués, les membres trouvent désormais une analyse des questions d'actualité d'intérêt

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 265.

<sup>25</sup> Sa fille Geneviève raconte qu'il pouvait sans problème faire un exposé de 20 mn sur quasiment n'importe quel sujet (entretien du 8 mars 2004).

<sup>26</sup> André FRANÇOIS-PONCET, *Robert Pinot*, 1926, p. 266

général, économique, social et politique. Les rédacteurs s'appuient sur un large dépouillement de journaux de tous les pays et sur des télégrammes de correspondants.

A la fin de l'année 1919, André François-Poncet participe à une importante mission économique interalliée aux États-Unis (Allied trade commission, octobre-novembre 1919), au titre de conseiller économique. Cette mission interalliée (avec des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique et de l'Italie) est invitée à la Conférence internationale du commerce et dans différentes chambres de commerce des États-Unis, dont Boston et Atlantic City. La délégation française est composée de dix membres dont Eugène Schneider, président (établissements Schneider, président de l'Iron and steel institute of Great Britain), le Baron de Marais, vice-président (directeur du Crédit lyonnais) et huit autres représentants des différentes industries, plus dix assistants, dont François-Poncet et Pierre Lehideux et aussi de Fréminville (ingénieur Schneider). A cette date, c'est bien au titre de délégué du Comité des Forges qu'il s'y rend et c'est ainsi qu'on le présente sur les programmes officiels<sup>27</sup>. On peut donc véritablement le classer alors dans les « permanents patronaux », même si cette position ne dure guère.

C'est après son retour des États-Unis, en mai 1920<sup>28</sup>, qu'il fonde et dirige la Société d'Étude et d'Information économiques (SEIE), une société anonyme installée 282, boulevard Saint-Germain, qui publie le *Bulletin quotidien*. Le *Bulletin du comité des Forges* continue à paraître, séparément, ne traitant que de la branche professionnelle. André François-Poncet est l'administrateur délégué de la nouvelle société<sup>29</sup> et le président en est Jacques Bardoux<sup>30</sup>. Ils travaillent avec le concours d'une quinzaine de collaborateurs à poste fixe, et d'à peu près autant de collaborateurs extérieurs, chacun spécialisé sur un sujet. Selon François-Poncet, son conseil d'administration est uniquement composé d'intellectuels.

« [La SEIE] voulait, par là, manifester, dès le début, sa ferme volonté de demeurer strictement sur le plan des idées et de ne mêler à son œuvre d'information aucune préoccupation d'affaires ou d'argent. Elle n'entendit pas non plus devenir un office de propagande. »<sup>31</sup>

Ses objectifs sont « *d'étudier d'une manière suivie et raisonnée, les faits d'ordre économique et social qui se déroulent en France et à l'étranger et les problèmes du même ordre en face desquels, au lendemain de la guerre et à travers le monde se trouvaient les nations.* »<sup>32</sup>. Le "Bulletin Poncet" qui vise donc avant tout une large information, n'exclut pas l'engagement. Selon François-Poncet, la société accompagne la présentation des faits de ses propres commentaires. Elle n'hésite pas à prendre parti et à formuler des jugements, tout en mettant un point d'honneur à respecter les opinions contraires aux siennes<sup>33</sup>. Elle affirme « *n'avoir en vue que les intérêts les plus généraux du pays* », mais vu les liens avec les milieux d'affaires et particulièrement avec le Comité des Forges, on peut difficilement croire qu'elle aurait défendu des positions contraires à leurs intérêts. D'ailleurs les écrits signés de François-Poncet, dans d'autres revues ou dans ses livres, montrent que les idées sont très proches.

Le public visé est assez large : avant tout les hommes d'affaires, les dirigeants de l'industrie et de la finance, mais aussi les commerçants, les secrétaires des syndicats patronaux et ouvriers (*sic*), les hommes politiques et les journalistes, « *tous ceux que le souci d'exercer judicieusement leur profession oblige à tenir les yeux ouverts sur le cours des choses, ou qui,*

<sup>27</sup> AN/ 462 AP/5/Livret d'accueil par la chambre internationale de commerce de Boston des commissions internationales de commerce (19 et 20 nov. 1919).

<sup>28</sup> En 1919, l'en-tête est encore celui du Comité des Forges ; puis nouvel en-tête (Société d'études et d'informations économiques), à partir du n° 311, du 17 déc.1920.

<sup>29</sup> *Annuaire général de la France et de l'étranger, 1920-1921*, SEIE, Paris.

<sup>30</sup> C'est le grand-père maternel de Valéry Giscard d'Estaing, député du Puy-de-Dôme jusqu'en 1956 et qui laissa la place à son petit-fils dont Jean François-Poncet fut le ministre des Affaires Étrangères.

<sup>31</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *op. cit.*

<sup>32</sup> Deuxième de couverture du livre de M. PINOT, *la semaine de 40 h*, SEIE, 1935.

<sup>33</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *op. cit.*

simplement, désirent connaître et comprendre l'activité et l'évolution de leur temps »<sup>34</sup>. Le *Bulletin quotidien* rencontre d'abord un bon succès dans les milieux d'affaires liés à la métallurgie, puis d'une manière plus large dans l'ensemble de l'industrie. Il n'est pas le seul : au même moment sont créés la *Journée Industrielle* et la revue *Le Producteur*, entre autres. Le projet d'une société indépendante répond au besoin d'en étendre l'influence à une clientèle plus diverse, très certainement pour éviter ainsi les critiques de dépendance du Comité. André François-Poncet s'en défend, mais avec une insistance telle qu'elle semble proche du déni.

Le *Bulletin* est tiré probablement à environ un millier d'exemplaires<sup>35</sup>. Industriels et hommes d'affaires payent un prix assez élevé ces feuilles ronéotypées : en 1935, le bulletin coûte 1 500 F<sup>36</sup>. Les abonnements doivent effet en couvrir les frais, car il n'y a aucune publicité, à l'exception des annuaires. On a cependant du mal à croire que le Comité des Forges n'a pas aidé, à sa manière, la société de publication, là encore malgré ce qu'en dit François-Poncet qui explique que « [La société] se ménagea, de la sorte, une indépendance absolue. L'abonné qui ne serait pas content d'elle n'aurait d'autre recours que de ne pas renouveler son abonnement. L'entreprise ne valait d'être tentée que si elle était à l'abri de toute pression ; elle ne nous intéressait qu'à cette condition. »<sup>37</sup> Les journalistes qui entretenaient de bonnes relations avec la SEIE recevaient également ce quotidien<sup>38</sup>.

Les méthodes mises en place sont marquées de l'empreinte personnelle de François-Poncet. Les informations sont prises à la source : il recrute différents correspondants à l'étranger, parfois directement dans les ambassades de France (conseillers commerciaux, attachés navals, etc...)<sup>39</sup>. Les archives de la société semblent avoir disparu et il n'est pas facile de trouver des traces concrètes de ce fonctionnement. Cependant, dans les archives privées, on en trouve un exemple à travers la lettre d'un certain Mousset, attaché naval, ambassade de France en Espagne, 7 août 1919, qui appelé à prendre un nouveau poste à Belgrade et lui propose de poursuivre le même type de travail, rémunéré par le Comité des Forges en Yougoslavie. Il propose aussi que son successeur en Espagne prenne la suite. En août 1919, il s'agit encore du bulletin du service interne du Comité. Mais on voit mal pourquoi les choses auraient continué différemment à partir du milieu de l'année 1920, à la réserve près que les paiements venaient sans doute de la SEIE, au moins officiellement. Aucun document semble-t-il n'a été conservé qui pourrait apporter des éléments complémentaires dans ce domaine.

On comprend dans tous les cas que le *Bulletin quotidien* était un journal particulièrement bien informé et de ce fait, le Comité des Forges, sans doute mieux encore. Le travail rémunéré consistait à rendre compte de la presse étrangère locale, mais rien n'empêche de penser que d'autres informations plus confidentielles – et pas publiées – passaient également par le même chemin. On peut d'ailleurs supposer également qu'il y avait un échange d'information également dans l'autre sens : le gouvernement français devait aussi recevoir de l'information dans des affaires qui l'intéressaient et dans lesquelles les industriels étaient partie prenante ou sur lesquelles ils avaient des informations privilégiées<sup>40</sup>. Cela éclaire également la carrière ultérieure de François-Poncet, car l'homme connaissait de très près les milieux diplomatiques, il avait des contacts un peu partout en Europe, voire à travers le monde. Il ne faut pas en conclure pour autant que ce soit ce qui lui permit d'accéder directement au grade d'ambassadeur, sans être passé par « la carrière », chose très rare<sup>41</sup>.

<sup>34</sup> R. PINOT, *op. cit.*

<sup>35</sup> Chiffre non vérifié, mais cité par Edgar Faure dans son discours de réception à l'Académie française, en l'honneur d'André François-Poncet.

<sup>36</sup> Vers la fin des années 1990, cela représentait 4 500 F environ.

<sup>37</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *op. cit.*

<sup>38</sup> H. COSTON, *Dictionnaire des dynasties bourgeoises*, 1975.

<sup>39</sup> AN/ 462 AP/ 5

<sup>40</sup> Voir par exemple l'article de C. LAFOREST, « Milieux d'affaires français et relations internationales dans l'entre-deux-guerres, Le cas polonais », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 11, printemps 2002. Il y évoque l'affaire des investissements français en Haute Silésie qui concernait le Comité des Forges et le Quai d'Orsay (1921-1924).

<sup>41</sup> Seul Jean Herbette, ambassadeur à Moscou puis à Madrid, connut la même faveur (cf. Yves Denéchère, *Jean*



Le *Bulletin quotidien* constitue ainsi une source particulièrement intéressante pour les historiens économistes, pour une connaissance approfondie de la situation de l'Entre-deux-guerres<sup>42</sup>. Il est de taille conséquente, environ 50 pages ou un peu plus. Il paraît du 5 juillet 1919 au 6 juin 1940. Il est simplement dactylographié et reprographié. Les rubriques qui le composent systématiquement (entre 1920 et 1924) sont divisées en deux ensembles : en premier lieu, une revue de presse des faits du jour, en France, puis à l'étranger, en second, un ensemble intitulé « Études et informations économiques », qui traite des questions politiques, « ouvrières » et sociales, de la production et du commerce, des questions financières, de la législation, des transports et des travaux publics, enfin des questions de navigation. Tout ceci ressemble un peu à ce que l'on connaît des sujets traités par le *Temps* à l'époque, à la différence près que les commentaires sont plus brefs, mais les informations techniques bien plus détaillées. On y trouve souvent un supplément, de 8 pages environ, sur un seul sujet : par exemple, « La fédération des industries britanniques »<sup>43</sup>. Un autre exemple de supplément : les comptes rendus annuels des assemblées générales de la CGPF. Ce type de commandes servait probablement à alimenter les caisses de la société – mais nous risquons de ne jamais savoir précisément à quoi nous en tenir sur ce sujet. La SEIE publie également une série de publications annexes (Mémoires et documents, Brochures, correspondances mensuelles de l'étranger, etc.), servies aux abonnés.

Le *Bulletin Quotidien* fut-il comme on l'a dit un instrument du Comité des Forges ? André François-Poncet s'en est toujours défendu. « *On a parfois représenté la Société d'Études comme un instrument du Comité des forges. La vérité, c'est que le Comité des Forges ne lui a jamais versé de cotisation ou de souscription. Plusieurs de ses adhérents figurent individuellement parmi ses abonnés ; au milieu des autres, ils ne forment qu'une infime minorité.* »<sup>44</sup> Selon lui, les divisions qui ont pu toucher le monde de l'industrie et la réussite durable du *Bulletin Quotidien* prouve son indépendance réelle. Cependant, à de très nombreuses reprises il rend hommage au rôle véritablement novateur de Robert Pinot en la demeure. « *[La Société d'Étude] ne saurait oublier que Robert Pinot a été son initiateur, son instigateur, qu'il fut le premier à croire en son utilité et que, loin de songer à la confisquer, il lui donna l'élan nécessaire pour qu'elle pût se séparer de lui et voler de ses propres ailes.* »<sup>45</sup>

François-Poncet ne fut jamais « membre » du comité des Forges (contrairement à ce que beaucoup de ses adversaires ont affirmé – cela n'a d'ailleurs aucun sens, ce n'est pas un industriel), mais de 1919 à 1924, André François-Poncet travaille d'abord directement puis indirectement pour le Comité des forges. Cette connaissance extraordinaire des milieux économiques le conduit à mettre un pied dans le milieu de la sidérurgie. La rencontre évoquée avec Robert Pinot en a entraîné d'autres, formant de nouveaux réseaux, tant d'amitié que familiaux, autre élément qui peut contribuer à expliquer cette intrusion dans le monde des affaires. Ainsi, en mai 1920, François-Poncet a épousé Jacqueline Dillais dont la famille possède de nombreuses propriétés dans l'industrie sidérurgique lorraine. De plus, son frère cadet Albert, juriste de formation, travaille dans l'industrie depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Au milieu des années vingt, c'est un cadre dirigeant de la société Carnaud et des forges de Basse-Indre<sup>46</sup>, une société contrôlée par les frères de Wendel. Et il semble qu'André François-Poncet ait fait partie du Conseil d'administration de Carnaud dès les années vingt<sup>47</sup>.

---

*Herbette (1878-1960), journaliste et ambassadeur*, Ministère des Affaires Étrangères, Peter Lang, 2003). C'est plus probablement sa carrière politique qui lui a valu cet honneur.

<sup>42</sup> Dans le premier ou second bulletin de chaque mois, on trouve une table mensuelle des matières ; et régulièrement (mensuel environ) une bibliographie des revues.

<sup>43</sup> Supplément n° 54 du 16 déc. 1920.

<sup>44</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *Robert Pinot*, 1926.

<sup>45</sup> *ibid.*

<sup>46</sup> *Who's Who in France* (1953-1954).

<sup>47</sup> Mais son fils aîné, Louis, dit que les deux choses sont totalement dissociées. Il affirme que c'est parce que le père d'André possédait depuis longtemps des actions de cette société dans laquelle il avait investi en tant qu'actionnaire ordinaire (Entretiens en mars 2004).

Peut-être s'agit-il donc d'une coïncidence, mais il est sûr qu'il est devenu familier de ces milieux. Dans les années trente, il fera également partie du conseil d'administration de la société sidérurgique Redange-Dilling.

Avant la conférence de Gênes (1922), il publie, sous le pseudonyme de Celtus, un ouvrage engagé, *La France à Gênes*<sup>48</sup> qui évoque bien sûr la conférence à venir et le problème de la Russie, mais qui présente aussi un plaidoyer dans lequel il développe ses conceptions économiques pour l'avenir français et européen. Quand on lit ce véritable programme de reconstruction économique qui semble avoir fait sensation, on est fortement tenté de croire que sa position est si proche de celle du Comité des Forges qu'il en reste le porte-parole. En particulier quand il évoque le cas des ententes internationales dans l'industrie, ce qu'il en dit est au mot près ce qu'en pensent les sidérurgistes qui négocient alors avec les Allemands ce qui deviendra le cartel de l'acier, en 1926<sup>49</sup>. Il a aussi publié *La France et les huit heures* (en 1922), un ouvrage écrit en collaboration avec Émile Mireaux, qui défend évidemment les idées des milieux d'affaires dont il est proche.

Le développement de cette presse économique spécialisée et engagée est à replacer dans un contexte spécifique, celui des transformations de la presse et du journalisme après la Première Guerre mondiale et des cassures très profondes qu'elle a engendrées. C'était véritablement un autre temps, il fallait le décrire et le penser autrement, avec de nouveaux outils. Il y avait urgence de s'ouvrir au monde. Pour le journalisme d'enquêtes sérieuses et de reportages, ce fut le début de la consécration, le « temps de la reconnaissance »<sup>50</sup>. La guerre a changé la vision des Français sur la société et le monde, ils sont désormais demandeurs de journaux d'information, plus de simple opinion. Ils veulent des faits, des analyses précises. André François-Poncet fut à la fois poussé et porté dans son projet par cette tempête sociale. Il est donc en cela un reflet exact de son époque, il se situe au cœur de l'air du temps et tout en suivant sa carrière de journaliste économique, il participe à nouveau à des événements d'importance internationale.

Ses activités d'éditeur-rédacteur et de patron de presse ne l'empêche pas de rester disponible pour certaines actions spécifiques. Ainsi, il est membre, en 1922, de la délégation française à la Conférence de Gênes (Service de presse). Pendant l'occupation de la Ruhr (1923), il est appelé par Raymond Poincaré à un poste officiel auprès de l'État Major du général Degoutte où il retrouve l'activité qu'il pratiquait à Berne pendant la guerre : étudier en détail la presse allemande pour comprendre les réactions à l'Occupation française et faire passer des informations dans la presse allemande. Il dirige donc le service d'informations à Düsseldorf.

Cependant, ces activités qui l'éloignent assez longuement de Paris ont sans doute contribué à le détacher du *Bulletin Quotidien*. On peut aussi supposer, même si aucun document concret ne peut être fourni en ce sens, que la volonté de François-Poncet de s'engager activement dans la politique le contraint plus ou moins à prendre la distance nécessaire avec un journal qui continue à passer - malgré les efforts déployés par son administrateur - pour l'organe officiel du Comité des Forges. André François-Poncet quitte donc le *Bulletin quotidien*, en 1924, il y est remplacé par son ami Emile Mireaux<sup>51</sup> qui a suivi cette aventure depuis le début. D'aucun affirme que l'éclat du *Bulletin quotidien* s'éteignit progressivement à partir de cette date<sup>52</sup>, sans doute parce que la personnalité de François-Poncet était bien plus forte que celles de ses successeurs. Mais François-Poncet n'abandonne pas le milieu du journalisme. Il prend

---

<sup>48</sup> A. FRANÇOIS-PONCET, *La France à Gênes*, publication de la SEIE, sd (1922), 192 p.

<sup>49</sup> *ibid.* p. 168.

<sup>50</sup> T. FERENCZI (*dir. adj. de la rédaction du Monde*), « Les transformations du journalisme après la Première Guerre mondiale », Traces de 14-18, *Actes du colloque international de Carcassonne*, 24 - 27 avril 1996.

<sup>51</sup> Futur directeur du *Temps*.

<sup>52</sup> O. WORMSER, *op. cit.*

la rédaction en chef du journal quotidien *L'Avenir* à partir de cette même année 1924. Il s'agit là d'une réorientation nette vers les milieux politiques.

Son intérêt personnel pour la chose publique n'est pas nouveau. Outre les nombreux articles polémiques ou brochures qu'il publie indépendamment ou sur commande<sup>53</sup> et ceux publiés avant guerre, il a des liens déjà anciens avec le milieu politique. C'est par exemple un proche de Georges Bonnet, ce dont témoigne leur correspondance de l'époque de la guerre<sup>54</sup>. Il est inscrit à l'Alliance républicaine et démocratique depuis 1913. Son activité dans ce parti le mène à un premier mandat électoral, en 1924. André François-Poncet s'est alors engagé de manière très militante dans l'Alliance<sup>55</sup>. Ce parti est un virulent adversaire du cartel des gauches, mais Rosemonde Sanson<sup>56</sup> le qualifie néanmoins de formation du centre. Jusqu'en 1914 au moins, ses membres récusent même le qualificatif de centristes pour se nommer « républicains de gauche » ! Il y milite aux côtés d'André Tardieu, de Pierre-Étienne Flandin, de Paul Reynaud. Membre du Comité exécutif de l'Alliance républicaine démocratique, il pose sa candidature aux élections législatives de mai 1924 et rédige le programme de son parti pour ces élections. Il est élu député de la Seine, dans la septième circonscription de Paris<sup>57</sup>. A l'Assemblée, il est membre de la commission des Finances et rapporteur des budgets des poudres et de l'air.

En 1925, paraissent les *Réflexions d'un républicain moderne*. Cet ouvrage est une large dissertation sur la démocratie et la république, un ouvrage de pédagogie politique dans lequel il dégage, entre autres, la notion d'élite « *soigneusement triée et formée* »<sup>58</sup> (un thème qui lui est cher), développe sa conception de la nation qui doit, selon lui, être défendue avec la plus grande fermeté<sup>59</sup>, l'État devant restaurer son autorité<sup>60</sup>. Sur les aspects financiers, il sert un discours très libéral, affirmant que la fiscalité « démagogique » non seulement détruit la richesse acquise, mais empêche la formation de richesses nouvelles. Cependant, l'État étant devenu banquier, il doit veiller à éviter les trop grandes fluctuations et de ce fait, « *le contrôle des prix est une des clefs de voûte du système.* »<sup>61</sup>. On reconnaît là un discours que n'aurait pas démenti Robert Pinot.

Depuis 1924, il n'a donc plus de charge dans la SEIE et donc, plus aucun lien salarial indirect avec le patronat. Pourtant, il va continuer à lui être directement associé, pour longtemps. Ainsi *L'Humanité* du 26 février 1927 le décrit comme un « orateur de l'industrie lourde », un « homme du patronat ». Cette étiquette va lui coller à la peau : pendant toute la durée de sa longue carrière diplomatique, il continuera à être associé directement aux milieux d'affaires. De son côté, cette expérience est pour lui indélébile. Il montrera, tout au long de sa carrière, un intérêt constant pour les affaires économiques, défendant toujours les positions dominantes du patronat de l'Entre-deux-guerres : la nécessité d'une industrie française solide face à l'industrie allemande, l'indispensable liberté de décision de l'économie, mais avec le soutien de l'État.

---

<sup>53</sup> Exemple : *La France et les réparations*, 36 p. publié sous le patronage du gouvernement. Sources : *Annuaire 1920-1921*.

<sup>54</sup> J. PUYAUBERT, *Georges Bonnet, 1889-1973, Étude biographique*, thèse de doctorat de l'Université de Bordeaux 3, 2003. De manière assez amusante, Bonnet et Massigli se détestaient (Barbier, Hoppenot), or André François-Poncet resta également proche de Massigli... un vrai « diplomate » !

<sup>55</sup> Ce parti prit par la suite le nom de *Parti républicain démocratique et social*.

<sup>56</sup> Qui a soutenu en 2000 une thèse d'État (publiée récemment) sur ce sujet : *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation de centre (1901-1920)*, PU de Rennes, 2003.

<sup>57</sup> En 1928, il est réélu et Poincaré le prend quelques temps après dans son ministère.

<sup>58</sup> p. 53.

<sup>59</sup> p. 61.

<sup>60</sup> p. 73.

<sup>61</sup> p. 120.

## CONCLUSION

Il s'agit donc là d'un parcours hors du commun car l'homme possède une forte personnalité. Ce parcours s'inscrit cependant dans les grands changements de son temps. Ce n'est pas la première fois que des cercles de normaliens et d'industriels se croisent dans un travail en commun : on peut rappeler la cohabitation, à partir de décembre 1916 (certes pas toujours absente de tensions), entre le ministre de l'Armement, Albert Thomas, entouré d'une équipe de normaliens et Louis Loucheur, nommé sous-secrétaire d'État à l'Armement et aux fabrications de guerre, entouré presque exclusivement de polytechniciens et de gens venus des milieux d'affaires<sup>62</sup>.

C'est un parcours de réussite qui s'appuie sur un réseau de relations extrêmement divers et complet. A partir de 1931, André François-Poncet a définitivement choisi la diplomatie franco-allemande et il y finira sa carrière au cours de laquelle il restera cependant particulièrement sensible aux préoccupations économiques. Sa période de journaliste économique au service des milieux d'affaires n'a duré qu'un temps limité, mais elle a marqué durablement l'homme, a modifié très certainement ses convictions et l'a fait entrer dans de nouveaux réseaux de relations qu'il conservera toute sa vie.

---

<sup>62</sup> En septembre 1917, c'est d'ailleurs Loucheur qui prend le poste de ministre (S. D. CARLS, *Louis Loucheur, ingénieur, homme d'État, modernisateur de la France, 1872-1931*, Lille, PU du Septentrion, 2000).